



Le Chef de l'Etat rentre d'une visite officielle à Dubaï



Accompagné par la Première Dame SE Angeline Ndayishimiye et les membres de sa délégation, le Président de la République du Burundi SE Evariste Ndayishimiye a atterri, vendredi le 12 novembre 2021, à l'aéroport international Melchior Ndadaye au retour d'une visite de cinq jours aux Émirats Arabes Unis.

Comme l'a indiqué le Porte-parole adjoint du Président de la République lors d'un point de presse animé à sa descente d'avion, cette visite qui a été couronnée de succès sur plusieurs aspects, aura permis au Burundi de confirmer son retour gagnant sur la scène internationale à travers, notamment, l'Exposition universelle de 2020.

En effet, lors d'une Visite au pavillon Burundi de l'Expo 2020 Dubai, le Président de la République SE Evariste Ndayishimiye a rencontré Son Altesse Royale le Cheikh Mohammed bin Ras-

hid Al Maktoum, Vice-président des Émirats Arabes Unis, Premier Ministre et Émir de Dubaï. Ils ont échangé sur le renforcement de la coopération bilatérale et sur les opportunités d'affaires et d'échanges commerciaux entre Gitega et Dubaï.

En marge de cette exposition universelle, le Président Ndayishimiye a échangé avec les autorités et investisseurs émiratis qui désirent investir dans le domaine agro-pastoral, le commerce extérieur, et les infrastructures. A ce sujet, le Porte-parole adjoint a affirmé que « les échanges fructueux que le Chef de l'État a eu avec les autorités et investisseurs émiratis seront traduits en actions à travers une commission mixte qui sera chargée d'élaborer une feuille de route pour une concrétisation rapide».

En plus des membres de la délégation officielle, le Couple présidentiel était entouré par les membres de la diaspora burundaise de Dubaï qui avaient répondu massivement à la journée dédiée au Burundi à l'Expo 2020 Dubai, agrémentée par le mythique tambour burundais, classé au Patrimoine immatériel de l'humanité.

(Source: www.presidence.bi)

Dans ce numéro:

page

Le Chef de l'Etat rentre d'une visite officielle à Dubaï

1

Le Vice-Président Bazombanza participe au sommet sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits

2

Le Burundi abrite la session du Comité Africain d'experts sur le bien-être de l'enfant

3

Mwaro : Le Président de l'Assemblée Nationale recommande l'actualisation des Plans Communaux de Développement Communautaire

4

La villagisation, source de cohésion sociale et pilier du développement communautaire durable, selon le Ministre en charge de l'Intérieur

6

Le FMI approuve la facilité de crédit rapide en faveur du Burundi

7

INTWARARUMURI annonce le calendrier des activités du flambeau de la paix

7

La compagnie aérienne Air Tanzanie reprend ses vols sur Bujumbura

8

Le Vice-Président Bazombanza participe au sommet sur la consolidation de la paix et la prévention des conflits



Le dimanche 24 octobre 2021, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye, accompagné de la Première Dame du pays Son Excellence Angéline Ndayishimiye, est rentré au pays après une visite d'État de trois jours effectuée en République Unie de Tanzanie, une visite qui s'inscrivait dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale et des liens fraternels qui unissent les peuples burundais et tanzanien.

A son arrivée à l'Aéroport International Melchior Ndayaye, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a été accueilli chaleureusement par les Hauts Cadres de l'État dont les membres du Gouvernement et le Haut Commandement de la Force de Défense Nationale et de Sécurité publique.

Dans un point de presse animé à sa descente de l'avion, le Chef de l'Etat a indiqué qu'outre le renforcement des relations bilatérales entre le Burundi et la Tanzanie, la visite avait également pour objectif d'évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre de différents accords signés entre les deux pays. A ce titre, Son Excellence Evariste Ndayishimiye fait savoir que les deux pays apprécient positivement l'état d'avancement de la mise en œuvre de ces accords notamment dans le domaine économique, commercial et politique; et réitèrent leur ferme engagement au renforcement de cette coopération.

Au cours de cette même visite, le Chef de l'Etat burundais a également eu l'opportunité de poser la première pierre sur le chantier de l'usine des fertilisants FOMI construite sur le site industriel de Nala, un projet initié

par un homme d'affaires burundais du nom d'Adrien Ntigacika.

Au deuxième jour de cette visite qui, selon le Numéro Un Burundais, a été couronnée de succès, Son Excellence Evariste Ndayishimiye s'est rendu également au Zanzibar où il a eu l'occasion de s'entretenir avec le Président Hussein Ali Mwinyi qui salue les avancées significatives du Burundi dans plusieurs secteurs notamment politique et économique. Le Président du Zanzibar promet de mobiliser les hommes d'affaires locaux à venir investir au Burundi.

A Dar-es-Salaam, la capitale économique de la Tanzanie, la délégation burundaise conduite par le Chef de l'Etat a visité deux grands chantiers d'intérêt commun pour le Burundi et la Tanzanie, dont le chemin de fer Dar-es-Salaam-Uvinza-Musongati-Gitega, une voie qui facilitera énormément les échanges commerciaux et l'exportation des matières premières ou autres produits dans nos deux pays; et le Port sec de Kwala qui facilitera l'acheminement direct des marchandises vers le Burundi.

Le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a clôturé son parcours en République Unie de Tanzanie en visitant le Port de Dar-es-Salaam qui joue un rôle déterminant pour les importations et les exportations de la sous-région en général et du Burundi en particulier, surtout qu'il constitue la porte d'entrée des marchandises en provenance des pays d'Europe et de l'Asie qui passent par cet axe pour arriver au Burundi.

(Source: www.presidence.bi)

Le Burundi abrite la session du Comité Africain d'experts sur le bien-être de l'enfant



Le Burundi abrite à Bujumbura, du 08 au 10 novembre 2021, la session du comité africain d'experts sur le bien-être de l'enfant. Cette session vise la discussion des règles et procédures du comité et des groupes de travail, et l'information des participants sur leurs rôles, mandat et responsabilités. Le Premier Ministre CPG Alain Guillaume Bunyoni a rehaussé de sa présence les cérémonies d'ouverture de cette session.

Durant les trois jours, la réunion se focalisera sur la vue d'ensemble de l'Union Africaine et ses organes politiques, les activités et relations fonctionnelles avec le Comité Africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant. Les participants se pencheront sur le règlement intérieur révisé de ce Comité, les directives pour l'élaboration des rapports des Etats parties, les directives sur l'examen des communications. Il sera également question du choix du thème de la commémoration de la journée de l'enfant africain, de l'organisation de la réunion préparatoire du groupe de travail sur les enfants handicapés, la réunion préparatoire du groupe de travail sur les enfants et les entreprises.

Dans son discours, le Premier Ministre CPG Alain Guillaume Bunyoni a indiqué que le Burundi reconnaît en matière de promotion et de protection des droits, la place éminemment importante réservée à l'enfant. Le Gouvernement a pris par conséquent des mesures qui assurent sa protection et son bien-être, en témoigne la ratification sans réserve de la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant intervenue le 28 juin 2004 ainsi que les dispositions contenues dans la loi fondamentale du Burundi en matière de protection des droits de l'homme en gé-

néral, et ceux de l'enfant en particulier, a-t-il ajouté.

Le Premier Ministre CPG Alain Guillaume Bunyoni a précisé que le Gouvernement du Burundi continue à focaliser son action dans de nouvelles propositions et d'adoption de lois ; il s'agit notamment du code de protection de l'enfance en voie d'adoption. Sur le plan institutionnel, un cadre favorable au respect des droits de l'enfant a été renforcé notamment avec la création, depuis 2011, du département de l'enfant et de la famille au sein du Ministère en charge des droits de la personne humaine, la mise en place du forum national des enfants au Burundi, l'unité de police spécialisée chargée de protection des mineurs, une cellule de la protection judiciaire de l'enfant au sein du Ministère de la justice.

Le Ministre CPG Alain Guillaume Bunyoni n'a pas manqué de rappeler que les enfants de moins de 5 ans continuent de bénéficier de la gratuité des soins et de la gratuité de la scolarité pour les élèves du cycle fondamental.

Le Premier Ministre a annoncé que le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour que les engagements pris par le Burundi dans la mise en œuvre de la charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant ratifiée, soient honorés. Le Ministre CPG Alain Guillaume Bunyoni a souligné que le Burundi s'est approprié de l'agenda 2040 pour les enfants en Afrique.

Quant au Ministre en charge des Droits de la Personne Humaine, une stratégie de prévention du phénomène des enfants en situation de rue et de leur réintégration communautaire, un guide de fonctionnement et d'orientation des familles d'accueil volontaires et des enfants réunifiés ainsi qu'une étude de mise en place de la politique nationale de protection des enfants contre les violences, l'exploitation, la discrimination, l'abus et la négligence sont en train d'être élaborés. La session du Comité Africain d'experts sur le bien-être de l'enfant durera trois jours du 08 au 10 novembre 2021.

(Source: www.rtnb.bi)

Mwaro : Le Président de l'Assemblée Nationale recommande l'actualisation des Plans Communaux de Développement Communautaire



Le Président de l'Assemblée Nationale le Très Honorable Gélase Danie NDABIRABE, a rencontré, lundi 8 novembre 2021, les responsables administratifs et chefs de services œuvrant en province Mwaro. Dans son message, il a insisté sur la politique de développement du Burundi. Le Très Honorable Gélase Daniel Ndabirabe leur a d'abord expliqué l'organisation et le fonctionnement des institutions de la République du Burundi. Ensuite, il leur a montré les qualités d'un bon dirigeant pour qu'ils puissent s'évaluer et se corriger si nécessaire.

Pour le Président de l'Assemblée Nationale, un bon leader ou un bon dirigeant doit se préoccuper de ceux dont il est responsable. Il doit les aimer, être leur serviteur et leur défenseur. Un bon dirigeant doit être en mesure de recevoir et donner des conseils. Par ailleurs, un bon dirigeant doit être capable de prendre de bonnes décisions au moment opportun, mais il doit être respecté de tous.

Parlant de la politique du développement, le Président de l'Assemblée Nationale a informé ces leaders en province Mwaro que dans la vision actuelle, le développement est basé sur la promotion de l'agriculture et l'élevage. C'est ce secteur qui doit relever les autres secteurs. Et l'augmentation de la production agricole doit se faire dans les sociétés coopératives Sangwe et autres.

C'est aussi dans ces sociétés coopératives que doivent être mis en oeuvre les Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC). Le Président de l'Assemblée Nationale le Très Honorable Gélase Daniel Ndabirabe a recommandé aux diffé-

rents responsables de travailler en synergie pour actualiser ces PCDC afin de les adapter au fonctionnement des coopératives collinaires Sangwe et sociétés coopératives. Il a également appelé ces responsables à identifier les terres domaniales non exploitées et de les confier aux sociétés coopératives pour les mettre en valeur. Même les terres non exploitées ou mal exploitées, appartenant aux privés doivent être identifiées et mises en valeur par les sociétés coopératives quitte à ce que la production soit partagée entre le propriétaire du terrain et l'exploitant.

Le Très Honorable Gélase Daniel Ndabirabe a demandé à ces leaders de sensibiliser la population sur l'intérêt de mettre en commun les terres. Pour le ménage, la mise en commun des terres ne cause pas de problème. Le ménage divise sa parcelle en deux, une partie est mise en commun avec les terres des voisins pour une agriculture moderne suivant le programme du Gouvernement, l'autre partie est librement exploitée par le ménage. Pour comprendre cette pratique de mise en commun des terres, le Président de l'Assemblée Nationale leur a conseillé d'organiser des voyages d'échange d'expériences pour profiter de l'expérience de la population des autres provinces.

A l'ouverture de la réunion, le Gouverneur de la province Mwaro avait dit qu'il souhaiterait que cette province devienne la capitale touristique parce qu'elle dispose de nombreux sites touristiques. Il a sollicité l'engagement du Gouvernement à aménager ces sites touristiques.

Cette réunion a été organisée dans le cadre des activités des vacances parlementaires.

(Source: www.rtnb.bi)

Le Président de l'Assemblée Nationale plaide pour le soutien de l'ISABU Gisozi



Le Président de l'Assemblée nationale, le Très Honorable Gélase Daniel Ndabirabe a effectué mercredi 10 novembre 2021, une visite guidée à l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi ISABU de Gisozi. Au cours de cette visite, Gélase Daniel Ndabirabe a constaté que cette station est le point de départ de ce que nous consommons, au regard de son rôle dans la production des semences de différentes cultures. Pour lui, cette station de recherche mérite un plus grand soutien de la part de l'État burundais.

Monsieur Alfred Niyokwishimira, Directeur Général l'ISABU a présenté au Président de l'Assemblée Nationale les réalisations, la stratégie en cours pour faire de l'ISABU une industrie semencière du Burundi comme le souhaite le Gouvernement du Burundi. Il a précisé que l'objectif à atteindre est que d'ici 2024, il n'y ait plus d'importation de semences. Le pas déjà franchi est prometteur dans la mesure où l'ISABU possède la technologie de production de semences hybrides de maïs, a souligné le Directeur Général de l'ISABU.

Dans sa présentation des résultats des recherches, le

Directeur Général de l'ISABU Gisozi Monsieur Alfred Niyokwishimira a expliqué que des recherches ont été menées sur différentes cultures comme le haricot, la pomme de terre, la patate douce, le riz, le blé, l'orge, le sorgho blanc, les plantes autochtones médicinales, etc. Le but étant de produire des semences performantes à proposer à la population.

Il a également fait constater que l'ISABU Gisozi a besoin de courant électrique en permanence, parce que toute coupure de courant entraîne des pertes énormes au niveau des laboratoires et partant sur la production semencière. Cette station a notamment besoin de jouir de son autonomie financière parce que quand il y a des interventions d'urgence, elle ne peut rien faire à cause des lenteurs et longues procédures du système des marchés publics, a ajouté le Président de l'Assemblée Nationale

La station de recherche agronomique ISABU Gisozi a besoin d'un hangar de stockage de semences et d'un effectif suffisant de personnel qualifié, parce que le personnel actuel est surchargé, a constaté le Président de l'Assemblée Nationale. Il a émis le souhait que les résultats des recherches de l'ISABU Gisozi soient vulgarisés et suffisamment exploités.

Après avoir saisi l'importance de l'ISABU Gisozi, surtout en ces moments où la politique du pays met un accent particulier sur l'augmentation de la production agricole, le Président de l'Assemblée Nationale a déclaré que cette station de recherche mérite davantage du soutien de la part du Gouvernement. Il a promis de plaider, dans la mesure du possible, en faveur de l'ISABU Gisozi pour qu'il bénéficie d'un budget lui permettant d'accomplir sa mission.

(Source: www.rtnb.bi)

La Première Vice-présidente du Sénat a effectué une descente en commune de Matana



La Première Vice-présidente du Sénat burundais, Mme Denise Ndadaye, en vacances parlementaires, a effectué une descente mercredi en commune de Matana, province Bururi (sud-ouest du Burundi), où elle a rencontré les administratifs, les religieux, les commerçants et les représentants des partis politiques agréés des communes de Matana et Mugamba. Les Sénateurs et Parlementaires élus dans la circonscription de Bururi étaient également, sur place.

L'Honorable Ndadaye avait, avant cette rencontre, commencé ses activités en semant des pommes de terre dans une propriété de deux hectares appartenant à l'église anglicane, diocèse de Matana. Elle a fait savoir que lors de cette période de vacances par-

lementaires, les élus du peuple effectuent des descentes dans les communes pour échanger avec la population sur leurs préoccupations.

(Source: www.abpinfo.bi)

La villagisation, source de cohésion sociale et pilier du développement communautaire durable, selon le Ministre en charge de l'Intérieur



Le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, CPC Gervais Ndirakobuca, a ouvert mardi le 9 novembre les travaux de l'atelier de restitution des activités de préparation du projet "Réintégration durable et inclusive des personnes déplacées au Burundi". Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme National Intégré d'Appui à la Villagisation (PNIIV) en cours de développement.

Le Ministre Ndirakobuca a indiqué que le programme de promotion de la villagisation se retrouve dans l'axe stratégique numéro 12 centré sur l'aménagement du territoire, avec comme objectif stratégique de rationaliser l'occupation du territoire. Il a, à cet effet, cité les projets relatifs à cette promotion de la villagisation, dont l'aménagement des villages ruraux, l'appui à la mise en place des infrastructures socio-économiques de base dans les villages et la promotion des activités génératrices de revenus dans ces mêmes villages.

Par ailleurs, a précisé le Ministre Ndirakobuca, la villagisation a toujours été considérée comme une source de cohésion sociale et un pilier du développement communautaire durable au Burundi.

Consécutivement aux crises socio-politiques qu'a connues le Burundi, il a souligné que la villagisation était considérée comme un facteur clé de consolidation de

la paix en permettant aux communautés de pouvoir revivre ensemble.

De plus, il a signifié que le Plan National de Développement a comme objectif global de transformer structurellement l'économie burundaise pour une croissance forte, durable, de résilience inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et conduisant à l'amélioration du bien-être social.

Le Burundi doit rompre avec la vision traditionnelle d'ériger des villages de paix, mais d'évoluer vers des villages de paix modèles qui participent dans la promotion du développement communautaire par le rapprochement des services de base à la population, a-t-il poursuivi. Il a affirmé que le Gouvernement est en train de développer un PNIIV dans tout le pays, à partir des grandes villes, provinces, chefs-lieux des communes jusqu'au niveau collinaire.

Dans le processus de la mise en œuvre de ce programme, le Ministre en charge du Développement communautaire a rappelé que le Fonds National d'Investissement Communal (FONIC) a été chargé de la coordination technique, avec un accent particulier sur la collaboration avec les partenaires impliqués dans la préparation et la réalisation de ce programme.

Selon le Ministre Ndirakobuca, les villages pilotes situés en provinces Cankuzo, Kirundo et Ruyigi constitueront une source d'inspiration et vont donner des orientations pour la suite du programme.

Au cours des exposés, la Représentante du PNUD, Mme Nicole Kouassi, a fait savoir que les villages modèles vont bientôt être construits à Cankuzo, Kirundo et Ruyigi au profit de la population, surtout les personnes rapatriés et déplacés, ainsi que les plus vulnérables.

La construction de ces villages sera exécutée par le FONIC et les partenaires internationaux comme le PNUD et le HCR, a signalé Mme Kouassi. D'après elle, le coût estimatif de ce programme est de 29.586.590.216 BIF (environ de 15 millions de dollars américains). Il est prévu la construction de 56 maisons sur une superficie de 3.5 hectares en province

Cankuzo, 224 maisons sur une superficie de 28 hectares à Kirundo et 480 maisons sur une superficie de 53 hectares à Ruyigi, a déclaré la Représentante du PNUD au Burundi.

(Source: www.abpinfo.bi)

Le FMI approuve la facilité de crédit rapide en faveur du Burundi



Le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification, Dr. Domitien Ndiwokubwayo a animé lundi 8 novembre 2021, un point de presse au cours duquel il a indiqué que le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé la facilité de crédit rapide en faveur du Burundi, pour un montant de 76,2 millions de dollars améri-

cains.

Il a fait savoir que c'est dans le but de l'appui aux initiatives prises par le Gouvernement du Burundi en matière de relance de l'économie nationale.

Le Ministre en charge des Finances a précisé que cette facilité s'ajoute à une enveloppe de 14,46 millions de dollars américains accordée au Burundi dans le cadre de l'allègement de la dette, en vue de contribuer au dégagement d'un espace budgétaire permettant aux autorités de limiter les impacts économiques et sociaux de la pandémie de la COVID- 19.

Le Ministre Domitien Ndiwokubwayo a souligné que ces ressources financières octroyées par le FMI permettront d'améliorer le niveau des réserves de change d'une part, et plus de flexibilité dans la gestion de politiques économiques d'autre part.

(Source: www.rtnb.bi)

INTWARARUMURI annonce le calendrier des activités du flambeau de la paix



Le Représentant légal de l'association INTWARARUMURI, le Général de Brigade Agricole Ntirampeba Mwamba, a animé mercredi 10 novembre 2021, un point de presse sur le lancement du

flambeau de la paix, 15ème édition.

Au cours de ce point de presse, le Général de Brigade Agricole Ntirampeba a indiqué que le Président de la République du Burundi S.E Evariste Ndayishimiye procédera au lancement officiel du flambeau de la paix, 15ème édition mercredi 17 novembre 2021, à Gitega sous le thème : « Tous ensemble, luttons contre la pauvreté, œuvrons pour un Burundi développé durablement ».

Le Représentant légal de l'Association INTWARARUMURI a annoncé une série d'activités prévues en marge du lancement du flambeau de la paix 15ème édition. Il a cité les travaux communautaires couplés avec le lancement de la construction du bureau présidentiel à Gitega, l'inauguration du service de pédiatrie

à l'hôpital de Kibuye et une veillée culturelle au stade Ingoma.

Au cours de cette caravane, le Président de l'Association Intwararumuri a fait savoir qu'à part les travaux communautaires, il est prévu une journée spéciale des jeux à caractère olympique au stade Nkurunziza Peace Park stadium de Makamba, en date du 21 novembre 2021.

Il a en outre indiqué qu'en date du 23 au 26 novembre 2021, il y aura une foire exposition des produits et services nationaux "made in Burundi" et une exposition des jeunes burundais talentueux en entrepreneuriat et innovation. Les sous-thèmes choisis sont : « Jeunesse prête pour la promotion de la paix, jeunesse prête pour le développement ». Ces activités se

dérouleront en Mairie de Bujumbura, à la chaussée Prince Louis Rwagasore et à la place de l'indépendance, en commune Mukaza.

Signalons que les activités de clôture de la 15^{ème} édition du flambeau de la paix sont prévues en date du 27 novembre 2021 et seront marquées par l'inauguration du marché réhabilité de Kamenge, l'inauguration de l'hôpital Tanganyika Care Polyclinic et l'inauguration de l'école fondamentale de Kanyosha II ainsi que d'autres activités du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida. De plus, une veillée culturelle marquant la fin de la 15^{ème} édition du flambeau de la paix est prévue en Mairie de Bujumbura.

(Source: www.rtnb.bi)

La compagnie aérienne Air Tanzanie reprend ses vols sur Bujumbura



La compagnie aérienne Tanzania Airlines a repris les vols sur Bujumbura, lundi le 08 novembre 2021, après 18 mois de suspension due à la pandémie de COVID-19. Cette reprise de vols de Tanzania Airlines facilitera les échanges entre Dar-es-salam et Bujumbura et la connectivité entre les vols internationaux.

Selon Monsieur Gervais Abayeho, ambassadeur du Burundi en Tanzanie, qui a accompagné le vol inaugural, ces vols de Tanzanie Airlines viennent de reprendre grâce aux efforts fournis par les deux chefs d'Etats S.E Suluhu Hassan et S.E Evariste Ndayishimiye dans leurs entretiens au cours des visites d'Etats réciproques effectuées respectivement au mois de juin et de novembre 2021. Au cours de sa dernière visite d'Etat en Tanzanie, le Président burundais S.E Evariste Ndayishimiye et son homologue tanzanien

ont eux mêmes établi le calendrier de ces vols qui, désormais seront effectués sur Bujumbura le lundi, mercredi et le vendredi.

C'est un sentiment de reconnaissance envers ces deux Chefs d'Etats qui se sont investis pour que ces vols reprennent sur Bujumbura, selon Ambassadeur Gervais Abayeho. La valeur ajoutée, selon lui est que ces vols vont contribuer à l'amélioration des relations surtout économiques entre les hommes d'affaires burundais et tanzaniens car ils vont gagner non seulement du temps, mais aussi économiser les moyens car il leur faudra 3h30 min seulement pour effectuer le voyage Bujumbura -Dar es Salam.

(Source: www.rtnb.bi)

Réunion de la Commission de Consolidation de la Paix, Configuration Burundi



Le 2 novembre 2021, la Présidente de la Commission de Consolidation de la Paix Configuration Burundi, S.E. Mme Pascale Baeriswyl, a organisé une réunion pour identifier les moyens de soutenir les efforts du Burundi afin de promouvoir l'autonomisation économique et l'esprit d'entreprise des jeunes, notamment par un renforcement du travail des Nations

Unies. De New York, plus de 50 Ambassadeurs/ Représentants permanents (PRs) ont participé à la réunion dont l'Ambassadeur Zéphyrin MANIRATANGA, Représentant Permanent du Burundi auprès des Nations Unies.

Après les exposés du Représentant Permanent du Burundi, du Coordonnateur Résident des Nations Unies, de l'Administrateur Directeur Général de la Banque d'Investissement pour les Jeunes (BIJE), de cinq Représentants des jeunes de différents secteurs de l'économie, et du Directeur exécutif du magazine Jimbere, la Commission a pris note des stratégies du Gouvernement depuis la base jusqu'au sommet pour préparer les jeunes hommes et femmes à participer pleinement à l'économie, condition préalable à une paix durable.

(Source: UN Flash Info-Burundi)

La nouvelle méthode de collecte électronique de données permettra de bien contrôler le circuit des minerais



Le Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines à travers l'Office Burundais des Mines (OBM), en collaboration avec l'ONG internationale Pact Burundi, a organisé un atelier de sensibilisation sur le nouvel outil d'enregistrement des productions et son implication dans la chaîne d'approvisionnement des minerais, à l'endroit des différents intervenants dans la chaîne d'exploitation et de commercialisation des minerais au Burundi. Il s'agit des chefs de service

de l'OBM, des forces de l'ordre, ceux du service national de renseignement, des chefs des comptoirs, des chefs des coopératives minières, en provenance des sept provinces dans lesquelles Pact Burundi intervient à savoir Bubanza, Cibitoke, Gitega, Kayanza, Ngozi, Kirundo et Muyinga. L'objectif était de former et sensibiliser ces différents intervenants sur la nouvelle manière de contrôler les documents de transport et d'exportation des minerais de 3 TS dont le Coltan, la Cassiterite et le Wolframite.



Le Directeur de la recherche géologique et du cadastre minier à l'OBM, M. Evelio Mushimantwari, qui a ouvert cette réunion, a d'abord rappelé que le Gouvernement du Burundi s'est engagé à lutter contre l'exploitation illégale et le commerce illicite des minerais de la région des Grands Lacs. Il a aussi précisé que les Etats membres de la CIRGL ont approuvé, à Lusaka en Zambie, au sommet spécial du 15 décembre 2010, les six outils spécifiques pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs. Il a cité le mécanisme de certification régionale, l'harmonisation des législations nationales, la base de données régionales sur le flux des minerais, la formalisation du secteur minier artisanal, la promotion de l'initiative de transparence dans les industries extractives, et le mécanisme d'alerte précoce.

Il a indiqué que le Gouvernement du Burundi a déjà entamé la mise en œuvre de ces six outils à travers la promulgation du nouveau code minier de 2013 qui est en cours de révision, l'élaboration d'une pratique minière qui est en cours de révision, la formalisation du secteur minier artisanal en quittant les artisans miniers vers les coopératives minières, la traçabilité et la certification des minerais de 3 TS et autres. Il a signalé que les différents documents qui concourent dans les activités de traçabilité des minerais sont complétés sur papier depuis 2014 jusqu'à aujourd'hui. Il a ajouté qu'après huit ans d'existence du projet ITSCI de l'ONG internationale Pact Burundi qui mène le suivi et la coordination des activités de traçabilité des minerais en collaboration avec le Ministère en charge des Mines, des avancées technologiques sont en perpétuelle évolution.

Selon M. Mushimantwari, pour se conformer à ces nouvelles technologies, des améliorations et facilités s'avèrent nécessaires pour faciliter les activités relatives à la traçabilité des minerais. Pour cette raison, grâce à l'ONG Pact Burundi, une application vient d'être mise en place pour faciliter la transmission des données et éliminer les potentiels problèmes de perte ou de dommages que peut causer la pluie sur les documents anciennement utilisés. Cet atelier a permis de comprendre l'importance de la collecte électronique des données et les outils utilisés pour la traçabilité en vue de bien contrôler le circuit des minerais depuis les sites d'exploitation miniers jusqu'aux comptoirs d'achat et d'exportation des minerais.

M. Jean Baptiste Sabukwigura, chef d'équipe pays au sein l'ONG Pact Burundi, a précisé que les améliorations auront lieu au niveau du document accompagnant les minerais au moment de leur transport, et qu'au niveau des étiquettes rien ne changera. Il a indiqué que les activités de traçabilité des minerais de 3 TS qui sont complétés aujourd'hui sur papier, se feront désormais à l'aide des tablettes.

(Source: www.abpinfo.bi)

**Ministère des Affaires Etrangères
et de la Coopération au Développement**

Département de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi